



CUFR DE MAYOTTE
CENTRE UNIVERSITAIRE DE FORMATION ET DE RECHERCHE

8, rue de l'Université - Itoni - BP 53, 97660 DEMBENI
Tél : 02 69 61 07 62 - courriel: secretariat@univ-mayotte.fr

PLAN DE RELANCE
TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DU CUFR DE
MAYOTTE
MARCHE PUBLIC DE MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE
NUMERO DU MARCHE

				C	U	F	R	-	2	0	2	1	-	0	1		
--	--	--	--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	--	--

ACTE D'ENGAGEMENT
(AE)

Pouvoir adjudicateur: **Centre Universitaire de Recherche et de Formation de Mayotte (CUFR)**
Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA): **Directeur Centre Universitaire de Recherche et de Formation de Mayotte**

Maître d'ouvrage : **Centre Universitaire de Recherche et de Formation de Mayotte (CUFR)**
Adresse : **8, rue de l'Université - Itoni - BP 53, 97660 DEMBENI**
Représenté par : **Monsieur Aurélien SIRI – Directeur du Centre Universitaire de Recherche et de Formation de Mayotte**

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif à code de la commande publique (CCP) auquel renvoie l'article R.2391-28 du même code:

Monsieur Aurélien SIRI, Directeur Centre Universitaire de Recherche et de Formation de Mayotte

Copie de l'original, délivrée en unique exemplaire pour être remis à l'établissement de crédit en cas de cession de créances ou de nantissement dans les conditions de **l'article R. 2191-45 du décret du 03 décembre 2018** et de **l'arrêté du 22 mars 2019** relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des commandes publiques.

Date du marché.....

Signature

L'exemplaire unique pourra être remplacé au gré du maître d'ouvrage par le certificat de cessibilité.

Comptable assignataire : Comptable du CUFR de Mayotte (CUFR)

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme ou personne désignés ci-dessus.

La procédure de passation est : un appel d'offres ouvert selon procédure adaptée (Mapa), et soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2123-1 à R. 2123-8 du Code de la commande publique.

Objet du marché : **Mission de contrôle technique pour la rénovation énergétique du CUFR de Mayotte**
Situé à : **8, rue de l'Université - Itoni - BP 53, 97660 DEMBENI**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CONTRACTANT	3
1.1 Le contrôleur technique est une personne physique	3
1.2 Le contrôleur technique est une personne morale.....	3
1.3 Le contrôleur technique est un groupement de personnes.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ.....	6
2.1 Caractéristiques principales et conditions d'exécution	6
2.2 Maître d'œuvre.....	6
2.4 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.....	7
2.4 Mode d'attribution des travaux.....	7
2.5 Durée du marché	7
ARTICLE 3 - MISSION DU contrôleur technique – DELAIS D'EXECUTION.....	7
3.1 Domaine et missions de base	7
3.2 Mission en phase de conception	8
3.3 Mission en phase de réalisation	8
3.4 Délai d'établissement des documents à remettre par le contrôleur technique (à compléter).....	9
3.5 Délai de réalisation des prestations.....	9
3.6 Dossiers à fournir par le bureau de contrôle.....	9
ARTICLE 4 - MONTANT DES HONORAIRES	10
4.1 Montant forfaitaire de la rémunération du contrôleur technique.....	10
4.2 Décomposition du prix forfaitaire par élément de mission et par cotraitant en cas de groupement conjoint le cas échéant	11
ARTICLE 5 – FORME DU PRIX.....	12
ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE.....	12
ARTICLE 7 - AVANCE	12
7.1 Avance forfaitaire	12
7.2 Avance facultative.....	13
ARTICLE 8 - REGLEMENT DES COMPTES.....	13
8.1 Règlements	13
8.2 Délai de paiement.....	15
8.3 Retenue de garantie	15
ARTICLE 9 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT	15
ARTICLE 10 - ACCEPTATION DE L'OFFRE	16

ARTICLE 1 - CONTRACTANT**1.1 Le contrôleur technique est une personne physique**

Je soussigné, contractant unique, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "LE CONTROLEUR TECHNIQUE"

M..... agissant en mon nom personnel,

domicilié à

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître de l'ouvrage conformément à l'article 3 du CCAP :

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières à exécuter les missions confiées aux conditions ci-après, qui constituent mon offre.

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie :

N° Police :

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 8 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

1^{er} sous-traitant**2^{ème} sous-traitant****3^{ème} sous-traitant**

Compagnie :

N° police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres finales

1.2 Le contrôleur technique est une personne morale

Je soussigné, contractant unique, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "LE CONTROLEUR TECHNIQUE"

M

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître de l'ouvrage conformément à l'article 3 du CCAP :

.....

Forme de la société..... Capital.....

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières à exécuter les missions confiées aux conditions ci-après, qui constituent l'offre pour laquelle j'interviens,

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encours :

Compagnie :

N° Police :

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 8 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

1^{er} sous-traitant

2^{ème} sous-traitant

3^{ème} sous-traitant

Compagnie :

N° Police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 jours à compter de de la date limite de réception des offres finales.

1.3 Le contrôleur technique est un groupement de personnes

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contraindre le groupement attributaire à revêtir la forme d'un groupement conjoint dans le cas où il n'aurait pas candidaté sous cette forme.

NOUS soussignés,

cotraitants conjoints,

engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, désignées dans le marché sous le nom "LE CONTROLEUR TECHNIQUE" ou "le titulaire"

- **1^{er} cocontractant**
 - **(cas d'une personne morale)**

M.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société: capital :

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

- **(cas d'une personne physique)**

M..... agissant en mon nom personnel,

domicilié à

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

☐ La société (Cas de la personne morale) représentée par M.....
ou Monsieur (Cas de la personne physique), dûment mandaté à cet effet, est le
mandataire du groupement conjoint, solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations
contractuelles à l'égard de la maîtrise d'ouvrage,

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître de l'ouvrage
conformément à l'article 3 du CCAP :

.....

• **2^e cocontractant**

- **(cas d'une personne morale)**

M

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Forme de la société..... Capital.....

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

- **(cas d'une personne physique)**

M..... agissant en
mon nom personnel,

domicilié à

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

• **3^e cocontractant**

- **(cas d'une personne morale)**

M

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Forme de la société..... Capital.....

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

- **(cas d'une personne physique)**

M..... agissant en
mon nom personnel,

domicilié à

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET :
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

- Numéro d'identification au registre du commerce :

- NOUS ENGAGEONS, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières à exécuter les missions confiées aux conditions ci-après, qui constituent l'offre du groupement que nous avons constitué,

- AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons :

	<u>1^{er} cocontractant</u>	<u>2^{ème} cocontractant</u>	<u>3^{ème} cocontractant</u>
Compagnie :
N° police :

- CONFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 8 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurance garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

	<u>1^{er} sous-traitant</u>	<u>2^{ème} sous-traitant</u>	<u>3^{ème} sous-traitant</u>
Compagnie :
N° police :

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres finales

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché unique

2.1 Caractéristiques principales et conditions d'exécution

Le présent marché est un marché de contrôle technique portant sur l'opération ci-dessous.
L'opération porte sur la **rénovation énergétique du centre universitaire de Mayotte**.

Décomposition du marché en tranches : sans objet.

2.2 Maître d'œuvre

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage fera appel à une maîtrise d'œuvre soumise **au livre IV du code de la commande publique (CCP) « Dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée »**.

La mission du MOE est une mission de base avec VISA. Sa mission inclut les missions complémentaires suivantes :

- Mission DPGF: Quantification des cadres de DPGF (Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires) pour tous les lots.
- OPC: (Ordonnancement, Pilotage et Coordination)
- Etudes intermédiaires d'avant-projet
- Qualité Environnementale du Bâtiment (QEB)

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de confier une mission de Coordination de Système de Sécurité Incendie (CSSI) au maître d'œuvre mais se réserve la possibilité de le faire en cas de nécessité.

La mission du maître d'œuvre ne comprend pas l'élaboration des plans d'exécution qui restent à la charge et de la responsabilité des entreprises. Le visa de ces plans, des notes de calcul associées et des fiches techniques est à la charge de la maîtrise d'œuvre.

Au cas où un maître d'œuvre serait désigné, le contrôleur technique devra par ses propres soins et pour le compte du maître d'ouvrage, lui soumettre directement ses demandes de dossiers techniques pour l'émission de ses avis de contrôle technique.

Cela vaut aussi pour toute demande auprès des autres intervenants du projet : coordonnateur SPS, bureau d'études, entreprises, concessionnaires des réseaux,...

Toutes ces demandes devront faire l'objet d'une mise en copie du maître d'ouvrage.

Toute demande du présent contrôleur technique au maître d'ouvrage devra faire l'objet d'une mise en copie du maître d'œuvre.

Nom et adresse du maître d'œuvre : En cours de désignation

2.4 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (SPS).

Nom et adresse du contrôleur technique : **En cours de désignation**

2.4 Mode d'attribution des travaux

L'attribution des travaux est prévue par marchés séparés.

2.5 Durée du marché

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre est de **25 mois + 12 mois de parfait achèvement soient 37 mois** à compter de la date fixée par l'OS qui prescrira de commencer les prestations.

Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie des travaux réalisés dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAP.

Le marché ne sera pas reconduit.

Les délais partiels d'exécution de la prestation sont définis à **l'article 3.4 ci-dessous**.

ARTICLE 3 - MISSION DU CONTROLEUR TECHNIQUE – DELAIS D'EXECUTION

3.1 Domaine et missions de base

☒ Bâtiment

☒ Réhabilitation

☐ Infrastructure

☐ Neuf

Les missions suivantes font l'objet du présent contrat :

- Missions de base : L + S

- L : mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables
- S : mission relative aux conditions de sécurité des personnes dans les constructions

- Missions complémentaires : LP + LE + PS + Sei + F + PV + ELE + PHa + TH + HYSa

- LP : mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables et dissociables
- LE : mission relative à la solidité des existants
- PS : mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Sei : mission relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH

- F : mission relative au fonctionnement des installations
- PV : mission relative à l'examen des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques par les entreprises
- ELE : mission relative à la conformité des installations électriques
- PHa : mission relative à la vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments autre qu'habitation
- TH : Isolation thermique et économies d'énergie
- HYSa : mission relative à l'hygiène et à la santé, dans les bâtiments autre qu'habitation (aération, eau, sanitaires, effluents, déchets...)

Le contrôleur technique exercera ses missions sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage.

Le contrôle technique interviendra dans les conditions fixées par le CCTG de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28/05/1999, ainsi que par la NORME NF P 03-100.

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer au cours de l'exécution du marché les avis et rapports de contrôle technique. Tout changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

3.2 Mission en phase de conception

En phase conception, le contrôleur technique est chargé de procéder à :

- l'examen de l'avant-projet
- le visa de la notice de sécurité et/ou d'accessibilité qui seront annexées au permis de construire ou à l'autorisation de travaux le cas échéant.
- l'examen et analyse du dossier PRO/DCE,
- l'examen des documents d'exécution relatifs aux ouvrages soumis au contrôle technique,
- l'établissement d'un rapport initial sur l'ouvrage.

Le délai entre réception des documents de la maîtrise d'œuvre et leur examen est de **5 jours calendaires**.

Le délai entre réception du PRO/DCE et rapport initial est mentionné dans les articles 3.4 et 3.5 du présent acte d'engagement.

3.3 Mission en phase de réalisation

En phase réalisation, le contrôleur technique est chargé de :

- de procéder à l'examen avec avis sur les plans d'exécution de l'entrepreneur et sur le mode opératoire d'exécution envisagé,
- de participer aux rendez-vous de chantier suite aux convocations par le maître d'œuvre,
- de procéder à l'examen visuel des ouvrages lors des visites de chantier avec notes d'information au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre,
- du rappel au cours des réunions de chantier de la réglementation en vigueur, des normes N.F. – DTU – règles techniques,
- de la mise en place des mesures nécessaires au bon déroulement des travaux et cela dans les délais demandés par le contrôleur technique et le maître d'ouvrage,
- d'établir le rapport final de l'opération – solidité et sécurité,
- d'assister le maître d'ouvrage pour les visites des services de sécurité incendie

Le contrôleur technique s'engage à signaler au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, avec copie des procès-verbaux :

- les non-conformités relevées lors de ses examens ; les risques évalués sur l'exécution de tel ou tel ouvrage,

- les dispositions prises par l'entrepreneur pour réaliser les ouvrages,
- l'utilisation de matériaux ou matériels non-conformes à la réglementation en vigueur,
- l'intervention du contrôleur technique pendant l'exécution des travaux comporte autant de visites de chantier qu'il est nécessaire pour renseigner le maître d'ouvrage concernant la réalisation des travaux, la conformité des ouvrages par rapport aux plans d'exécution, des notes de calculs et de la qualité de mise en œuvre des matériaux et des matériels,
- le contrôleur technique signale au maître d'ouvrage les documents reçus, les documents en demande auprès de (ou des) entreprise(s) et tous documents qu'il estime nécessaires à sa mission.
- Émettre les rapports d'avis relatifs aux différentes missions complémentaires citées ci-dessus.

Le délai entre réception des documents de la maîtrise d'œuvre ou des entreprises et leur examen est de **5 jours calendaires**.

Le délai entre réception des PV d'OPR et rapport final est mentionné dans les articles 3.4 et 3.5 du présent acte d'engagement.

3.4 Délai d'établissement des documents à remettre par le contrôleur technique (à compléter)

L'entreprise s'engage à remettre le rapport initial dans un délai de à compter de la date de réception du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

L'entreprise s'engage à remettre le rapport final dans un délai de à compter de la réception des Opérations Préalables à la Réception (OPR).

Nota : Les délais de remise des documents par le coordonnateur SPS ne pourront pas dépasser les délais suivants :

- Délai entre réception du DCE et remise du Rapport initial: maxi 2 semaines
- Délai entre réception des OPR et remise du Rapport final : maxi 3 semaines

3.5 Délai de réalisation des prestations

Le délai d'exécution courra à partir de la notification du marché valant ordre de service.

La phase « conception » débute avec le début des études.

La phase « réalisation » débute avec le début de la préparation du chantier.

La date des travaux sera arrêtée par le Maître d'ouvrage (notification aux entreprises).

3.6 Dossiers à fournir par le bureau de contrôle

Les documents à remettre par le titulaire au cours de l'exécution du marché sont remis sur le ou les supports suivants :

☐ Support dématérialisé par voie électronique à gestionnaire@univ-mayotte.fr, fournir les documents suivants :

- 1 exemplaire pour rapport sur AVP,
- 1 exemplaire pour les Visas des demandes administratives,
- 1 exemplaire pour le Rapport Initial de Contrôle Technique
- 1 exemplaire pour le rapport d'avis sur les études d'EXE (Mission PV)
- 1 exemplaire pour l'attestation de solidité (missions L+LP+LE)
- 1 exemplaire pour l'attestation à la sécurité des personnes (missions S+Sei+PS)
- 1 exemplaire pour l'attestation de conformité électrique et au fonctionnement des installations (missions ELE+F)
- 1 exemplaire pour l'attestation de conformité aux exigences acoustiques, d'hygiène, thermiques et de santé (missions Pha+TH+HYSa)
- 1 exemplaire pour le Rapport de synthèse des avis

1 exemplaire pour le Rapport final de Contrôle Technique

- ☐ En cas d'impossibilité d'accès à un livrable par le support retenu par le bureau de contrôle, celui-devra le transmettre sur support physique. Afin de permettre la consultation dématérialisée des différents rapports et avis, le contrôleur technique devra fournir tous les documents écrits ou dessinés, résultant de ses études, sous forme dématérialisée :
- Support physique électronique : CD ou clé USB à fournir en 2 exemplaires.
 - Pour satisfaire à cette obligation tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants (*texte à adapter selon les circonstances*) :
 - standard .zip
 - Adobe® Acrobat® .pdf
 - Rich Text Format .rtf
 - .doc ou .xls ou .ppt
 - le cas échéant, le format DWF
 - ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif
 - Le contrôleur technique est invité à :
 - ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
 - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
 - traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.
 - En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le contrôleur technique devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au maître d'ouvrage ou son représentant, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de **5 jours**.
 - En cas de retard dans la transmission de ce support, le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au contrôleur technique de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.
 - Afin de garantir la prise connaissance par les différents intervenants des livrables, le contrôleur technique est chargée de mettre en copie de ses envois les autres intéressés : maître d'œuvre, bureaux d'études, entreprises,...

ARTICLE 4 - MONTANT DES HONORAIRES

4.1 Montant forfaitaire de la rémunération du contrôleur technique

Montant exprimé en euros - en chiffres :

Total HT :

Montant TVA au taux de 0 % :

Montant TTC :

Montant exprimé en euros et en toutes lettres :

Montant H.T. :

au taux de T.V.A. de :% Montant :

Montant T.T.C. :

4.2 Décomposition du prix forfaitaire par élément de mission et par cotraitant en cas de groupement conjoint le cas échéant

Voir la DPGF (Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires) jointe en annexe du présent acte d'engagement.

Tableau de répartition à compléter telle qu'elle en cas de groupement conjoint (en cas de co-traitants > 3, tableau à récopier sur une page vierge et à joindre en annexe de l'acte d'engagement)

Mission Bâtiment	Abréviation	Délai de réalisation en semaines	%	Montant HT		Répartition entre cotraitants conjoints					
						Cotraitant 1		Cotraitant 2		Cotraitant 3	
				Partiel	Cumulé	%	Montant	%	Montant	%	Montant
PHASE I : CONCEPTION											
Avis sur document d'étude de maîtrise d'œuvre	Rapport AVP										
Visa des demandes administratives : avis sur la notice de sécurité et d'accessibilité	Avis sur PC/AT/DP										
Rapport Initial de Contrôle Technique	RICT en phase ACT										
Participations aux réunions lors de la phase de conception											
TOTAL A : PHASE I - CONCEPTION											
PHASE II : REALISATION											
Avis sur EXE	PV										
Attestation de solidité	L+LP+LE										
Suivi des travaux réunion hebdomadaire : nombre de réunions	Réunions phase DET										
Suivi des travaux visite inopinée- Nombre de visites	Réunions phase DET										
Attestation à la sécurité des personnes	S+Sei+PS										
Rapport de vérification électrique et au fonctionnement des installations	ELE + F										
Rapport d'avis sur les exigences acoustiques, thermiques, d'hygiène et de santé	PHa + TH + HYSa										
Avis sur réception de travaux	PV										
Rapport final de Contrôle Technique	RVRAT										
TOTAL B : PHASE II REALISATION											
TOTAL TRANCHE FERME (A+B)											

ARTICLE 5 – FORME DU PRIX

Les conditions de variation de prix sont définies à l'article 4 du CCAP.

Le marché est passé à prix révisable.

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois **Mars 2021** (mois mo).

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

- Le titulaire :

- ☐ n'envisage pas de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.
- ☐ envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

Le titulaire annexe au présent acte d'engagement les actes spéciaux de chacun des sous-traitants. Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

❑ Cas d'une entreprise unique :

Nature de la prestation	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation T.T.C.
	TOTAL =	

❑ **Cas d'un groupement :**

Nature de la prestation et cotraitant concerné	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation TTC
1 ^{er} cotraitant :
2 ^{ème} cotraitant :
3 ^{ème} cotraitant :
..... :

ARTICLE 7 - AVANCE

7.1 Avance forfaitaire

Le marché fait l'objet d'une avance.

Pour les marchés supérieurs à 50 000 € HT, une avance forfaitaire sera versée systématiquement et automatiquement, sans que le titulaire du marché n'ait de démarches préalables à effectuer dans les conditions fixées à l'article 5.1 du CCAP et sauf refus express du candidat.

Le montant de l'avance est le suivant :

- ✓ 30 % pour les marchés dont le montant est compris entre 50.000 € HT et 99.999,99 € HT
- ✓ 20% pour les marchés dont le montant est compris entre 100.000 € HT et le seuil de passation des marchés de prestations intellectuelles à procédure formalisée définis à la réglementation sur la commande publique.
- ✓ 5% pour les marchés dont le montant est supérieur seuil des passations des marchés de prestations intellectuelles à procédure formalisée définis à la réglementation sur la commande publique.

Le Titulaire unique,

ou le mandataire du groupement conjoint,

ou le mandataire du groupement solidaire sans répartition des paiements au nom du groupement,

..... ☐ accepte de percevoir l'avance

..... ☐ refuse de percevoir l'avance

2^{ème} cotraitant, l'entreprise..... ☐ accepte de percevoir l'avance

..... ☐ refuse de percevoir l'avance

3^{ème} cotraitant, l'entreprise..... ☐ accepte de percevoir l'avance

..... ☐ refuse de percevoir l'avance

7.2 Avance facultative

Sans objet.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES COMPTES

8.1 Règlements

☐ **Cas d'un titulaire unique**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché par virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise
Raison sociale
Adresse
Référence compte bancaire

[illegible]

☐ **Cas d'un groupement conjoint**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché, selon la répartition définie à l'article 6.2 ci-dessus par virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint (joindre les RIB)

Cotraitant 1 :	
Nom de l'entreprise :	
Raison sociale :	
Adresse :	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
code banque :	
code guichet :	
clé RIB :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Cotraitant 2 :	
Nom de l'entreprise :	
Raison sociale :	
Adresse :	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
code banque :	
code guichet :	
clé RIB :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Cotraitant 3 :

Nom de l'entreprise :

Raison sociale :

Adresse :

compte ouvert à l'organisme bancaire :

à :

au nom de :

sous le numéro :

clé RIB :

code banque :

code guichet :

IBAN

BIC (par SWIFT)

8.2 Délai de paiement

Le délai de paiement des acomptes est de 30 jours, à compter de la réception de la demande d'acompte de la part du présent contrôleur technique par l'intermédiaire du maître d'œuvre.

Le délai maximum de paiement du solde est de 30 jours, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

Le taux des intérêts moratoires est fixé à **l'article 6.3 du CCAP**.

8.3 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

ARTICLE 9 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux **articles R. 2143-3 à R. 2143-10 du code de la commande publique**.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées **aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail**.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées au CCAP.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature ou son offre, l'attestation d'assurance civile professionnelle en cours de validité, sera à remettre dans le délai mentionné au RDC sinon 15 jours avant le démarrage de la prestation.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

Fait en un seul original

A le

Mention(s) manuscrite(s) "*Lu et approuvé*"

Signature(s) du (ou des) prestataire(s)

(la signature de l'acte d'engagement emporte acception de l'intégralité des documents constitutifs du marché transmis par le maître de l'ouvrage)

ARTICLE 10 - ACCEPTATION DE L'OFFRE

La présente offre est acceptée pour le montant suivant :

Montant exprimé en euros - en chiffres :

Total HT :

Montant TVA au taux de 0 % :

Montant TTC :

Montant exprimé en euros et en toutes lettres :

Montant H.T. :

au taux de T.V.A. de :% Montant :

Montant T.T.C. :

Les sous-traitants proposés à l'article 8 ci-dessus sont acceptés comme ayant droit au paiement direct dans les conditions indiquées au CCAP.

A Le

Le pouvoir adjudicateur

Signature :